



ET SI ON ARRÊTAIT DE BANQUER ?

Les dirigeants européens mettent à profit la crise

Par **Éric Toussaint**

De manière régulière, les grands médias abordent les questions d'un possible éclatement de la zone euro, de l'échec des politiques d'austérité en matière de relance économique, des tensions entre Berlin et Paris, entre Londres et les membres de la zone euro, des contradictions au sein du conseil de la BCE, des énormes difficultés pour trouver un accord sur le budget de l'UE, des crispations de certains gouvernements européens à l'égard du FMI à propos du dosage de l'austérité.

Tout cela est vrai, mais il ne faut surtout pas oublier un point fondamental : la capacité de

gouvernants, qui se sont mis docilement au service des intérêts des grandes entreprises privées, de gérer une situation de crise, voire de chaos, pour agir dans le sens demandé par ces grandes entreprises. Le lien étroit entre les gouvernants et le grand Capital n'est même plus dissimulé. À la tête de plusieurs gouvernements, placés à des postes ministériels importants et à la présidence de la BCE, se trouvent des hommes directement issus du monde de la haute finance, à commencer par la banque d'affaires Goldman Sachs. Certains hommes politiques de premier plan sont récompensés par un poste dans une grande banque ou une autre grande entreprise une fois qu'ils ont accompli leurs bons offices pour le grand Capital. Ce n'est pas nouveau mais

c'est plus évident et régulier qu'au cours de 50 dernières années. On peut parler de véritables vases communicants.

Considérer que la politique des dirigeants européens est un échec parce que la croissance économique n'est pas de retour, c'est en partie se tromper de critère d'analyse. Les objectifs poursuivis par la direction de la BCE, par la Commission européenne, par les gouvernements des économies les plus fortes de l'UE, par les directions des banques et des autres grandes entreprises privées, ce n'est ni le retour rapide à la croissance, ni la réduction des asymétries au sein de la zone euro et de l'UE afin d'en faire un ensemble plus cohérent où serait de retour la prospérité.

Parmi leurs objectifs principaux, il faut en souligner deux :

1 éviter un nouveau krach financier et bancaire qui pourrait se révéler pire que celui de septembre 2008 (les premières parties de cette série ont abordé cet objectif qui sera à nouveau développé dans la partie 9) ;

2 utiliser plusieurs armes (l'augmentation très importante du chômage, le remboursement de la dette publique, la recherche de l'équilibre budgétaire, le fouet de la quête de l'amélioration de la compétitivité des États membres de l'UE les uns par rapport aux autres et par rapport aux concurrents commerciaux des autres continents) pour avancer dans la plus grande offensive menée depuis la seconde guerre mondiale à l'échelle européenne par le Capital contre le Travail. Pour le Capital, il s'agit d'accroître encore la précarisation des travailleurs, de réduire radicalement leur capacité de mobilisation et de résistance, de réduire les salaires et différentes

indemnités sociales de manière importante tout en maintenant les énormes disparités entre les travailleurs dans l'UE afin d'augmenter la compétition entre eux. D'abord, il y a les disparités entre les salariés d'un même pays : entre femmes et hommes, entre CDI et CDD, entre travailleurs à temps partiel et travailleurs à temps plein. A l'initiative du patronat et avec l'appui des gouvernements successifs (et en leur sein les partis socialistes européens ont joué un rôle actif), ces disparités se sont accrues au cours des 20 dernières années. Et puis, il y a les disparités entre les travailleurs des différents pays de l'UE. Les disparités entre travailleurs des pays du Centre et ceux des pays de la Périphérie à l'intérieur de l'UE sont le complément de celles se creusant à l'intérieur des frontières nationales.



Les profondes disparités entre les travailleurs des différents pays de l'UE

Les salaires des travailleurs du groupe de pays les plus forts (Allemagne, France, Pays-Bas, Finlande, Suède, Autriche, Danemark) sont le double ou le triple des salaires des travailleurs

en Grèce, au Portugal ou en Slovénie, ils sont 10 fois plus élevés que les salaires des travailleurs de Bulgarie, 7 à 9 fois plus que les salaires roumains, lituaniens ou lettons¹. En Amérique du Sud, alors que les différences sont grandes entre les économies les plus fortes (Brésil, Argentine, Venezuela) et les plus faibles (Paraguay, Bolivie, Equateur...), la différence entre le salaire minimum légal est de l'ordre de 1 à 4, donc une disparité nettement plus faible qu'au sein de l'Union Européenne. C'est dire à quel point est forte la concurrence entre les travailleurs d'Europe.

Les grandes entreprises des pays européens les plus forts sur le plan économique profitent à fond des disparités salariales au sein de l'UE. Les entreprises allemandes ont choisi d'accroître fortement leur production réalisée dans les pays de l'UE où les salaires sont les plus bas. Les biens intermédiaires sont ensuite rapatriés en Allemagne sans payer de taxe d'import/export, pour y être assemblés puis réexportés principalement vers les autres pays d'Europe. Cela permet de diminuer les coûts de production, de mettre en concurrence les travailleurs allemands avec ceux des autres pays et d'augmenter la rentabilité de ces entreprises. De plus, ces biens assemblés en Allemagne et vendus sur les marchés extérieurs apparaissent bien sûr dans les exportations allemandes, dont une partie importante est en réalité le résultat de l'assemblage de produits importés. Les entreprises des autres pays forts de l'UE font certes de même, mais l'économie allemande est celle qui bénéficie proportionnellement le plus des bas salaires et de la précarisation du travail au sein de la zone euro (y compris à l'intérieur des frontières de l'Allemagne²) et

de l'UE. En 2007, les excédents commerciaux de l'Allemagne étaient redevables à 83% de ses échanges avec les autres pays de l'UE (145 milliards d'euros vis-à-vis des autres pays de la zone euro, 79 milliards vis-à-vis de l'Europe hors zone euro, et 45 milliards avec le reste du monde)³.

1 Voir *Le Monde* des 22 et 23 janvier 2012 sur la base d'Eurostat.

2 En Allemagne, en septembre 2010, selon *Le Monde* du 17 mai 2011, 7,3 millions de travailleurs gagnaient à peine 400 euros par mois. Dans ce pays, le nombre de travailleurs à temps partiel a augmenté de 46% entre 2000 et 2010 tandis qu'en France il

augmentait de 17%.

3 OCDE, *International Trade by Commodity Statistics* (SITC Revision 3) mentionné dans ATTAC et Fondation Copernic, *En finir avec la compétitivité*, Paris, octobre 2012, <http://www.france.attac.org/article...>